



## Organisation des Nations Unies

# CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 14 JUIN 2017

**Théophane Kinda** : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

**Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, effectue une visite de travail du 12 au 16 juin 2017 en République démocratique du Congo.**

Au cours de cette première visite, depuis sa nomination en février 2017, en sa qualité de Chef du Département des Opérations de maintien de la paix de l'ONU M. Jean-Pierre Lacroix rencontrera les autorités congolaises, notamment le chef de l'Etat, le ministre des Affaires étrangères, les membres de l'Assemblée nationale, etc.

Sa visite en RDC intervient après celles qu'il a déjà eues au Mali et en Centrafrique.

### Activités des composantes de la MONUSCO

#### **Protection de l'Enfant :**

**Le sort des enfants victimes du conflit armé en RDC reste une préoccupation permanente pour la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO qui a documenté durant la période du 5 au 9 juin 2017, un total de 62 cas de violations graves des droits de l'enfant perpétrés par des groupes armés et la milice Kamuina Nsapu dans les régions du Kasai et de l'Est du pays.**

Parmi les 62 cas documentés, la Section a vérifié 25 cas d'enlèvement d'enfants et 16 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par les groupes armés Mayi-Mayi Nyatura, NDC Renové, UPLC, Mayi-Mayi Mazembe, Mayi-Mayi Simba et Rahiya Mutomboki, ainsi que la milice Kamuina Nsapu. En outre, un total de 19 cas de viol et violences sexuelles perpétrés sur des filles mineures ont été répertoriés. Les groupes armés sont responsables de 85% des cas.

Durant la période considérée, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, David Gressly, a effectué une visite officielle au Kasai Central (Kananga) et Kasai (Tshikapa). Au cours de cette visite, le Représentant spécial adjoint et l'UNICEF ont déclaré que tous les enfants séparés de la milice Kamuina

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Nsapu retourneront à l'école. C'est une déclaration forte et solidaire vis-à-vis des enfants, et aussi des enseignants, qui ont souffert des attaques répétées contre les écoles et les centres d'examen depuis mai 2016.

**D'un autre côté, la Section Protection de l'Enfant note avec beaucoup de satisfaction l'évolution positive du partenariat tissé avec la FECOFA pour lutter contre le recrutement et l'utilisation des enfants dans les groupes armés en République démocratique du Congo.**

En effet, lors du match de football qui a opposé les Léopards de la RDC aux Diables Rouges de la République du Congo, le samedi 10 juin 2017, au Stade des Martyrs, à l'occasion de la 1ère journée des éliminatoires CAN CAMEROUN - 2019, des enfants vêtus de T-shirts portant le message « Le recrutement d'enfants est un crime » ont accompagné les deux équipes de football sur l'aire de jeu.

### **Droits de l'homme :**

**Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme et ses partenaires en Ituri organisent depuis le 13 juin à l'hôtel Gold Star de Bunia, 2 jours d'atelier de formation sur le rôle et les bonnes pratiques des autorités judiciaires et militaires dans la protection des témoins, des victimes et du personnel judiciaire.**

En Ituri, la protection des victimes, des témoins et du personnel judiciaire dans le cadre des violences sexuelles constitue encore un grand défi dans cette province qui est une zone post conflit. Cette déclaration a été faite le mardi 13 juin par certains acteurs judiciaires, civils et militaires qui participent à cet atelier.

Le ministre provincial de l'Intérieur Etienne Ege a fustigé, à l'ouverture de cette formation, des menaces et des actes d'intimidation de la part des auteurs de violences sexuelles pour faire obstruction à la justice.

### **Conduite et Discipline :**

**Parmi les activités menées au cours des derniers jours par l'équipe de Conduite et de Discipline de la MONUSCO (CDT), signalons notamment des visites d'évaluation et de réduction de risques de fautes et principalement l'exploitation et abus sexuels dans les installations de la MONUSCO à Bujovu, Himbi, Kiwanja, Walikale, Sake, Masisi, Munigi et Nyamilima.**

Ces visites sont une des stratégies de renforcement de la politique de tolérance zéro prônée par le Secrétaire général des Nations Unies et son Représentant spécial en RDC contre l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies.

De nombreuses actions de sensibilisation et de formation des Casques bleus sur la prévention et la dénonciation des fautes et surtout l'exploitation et les violences sexuelles ont aussi eu lieu au cours du mois passé au bénéfice de toutes les catégories de personnel.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Pour réduire l'offre de sexe au personnel des Nations Unies, cette Section a créé des comités locaux de sensibilisation des populations locales à Sake, Kiwanja, Munigi, Masisi, Nyabiondo et Bujovu. Ces comités ont aidé CDT en partenariat avec la Maison des jeunes de Goma à organiser de campagnes de sensibilisation massives de la population à Sake, Kiwanja, Munigi, à travers le théâtre, la musique, la danse et des jeux-concours.

### Information publique :

**Le jeudi 8 juin, 850 soldats du contingent népalais de la MONUSCO déployés en territoire de Beni ont reçu les médailles des Nations Unies. Le Lieutenant-Général Baldev Raj Mahat, Chef d'Etat-major général de l'armée népalaise, venu expressément du Népal, a remis ces médailles au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires de la ville de Beni.**

Par ailleurs, à cette occasion, deux nouvelles salles du centre de formation pour la paix et le développement ont été inaugurées. Ce centre, financé par la MONUSCO, permet aux jeunes vulnérables et aux anciens combattants de bénéficier gratuitement d'une formation professionnelle dans le domaine de l'informatique, des langues et de la couture.

Avec ces deux nouvelles salles équipées, dont la construction a été financée dans le cadre d'un projet de la Section DDRRR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Réintégration et Rapatriement) pour réduire les violences communautaires, ces jeunes vulnérables et ces anciens combattants pourront apprendre la mécanique et l'électricité grâce à des enseignants congolais et des enseignants du contingent népalais de la MONUSCO.

### VIH/ Sida :

**Dans le cadre d'une initiative prise par la communauté internationale depuis 2015, le maire de la ville de Goma a signé le 9 juin 2017, la Déclaration de Paris sur le VIH. Grâce à cette initiative commune, les 17 Objectifs de développement durable ont été signés et adoptés.**

L'objectif de cette déclaration est de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être. Un accent particulier étant mis sur la nécessité de mettre fin, d'ici 2030, au virus du VIH/ Sida.

Cette initiative vise également à donner une réponse efficace à la lutte contre la tuberculose, l'hépatite, le paludisme, et autres maladies transmissibles.

A travers cette signature, le maire de la ville de Goma a donné un signal fort, en se joignant aux autres maires du monde réunis à Paris, lors de la commémoration de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA en 2014.

L'engagement pris par la mairie de Goma de signer cette déclaration, est une occasion d'établir et d'intensifier les stratégies urbaines de lutte contre le VIH. C'est aussi un appel de la mairie de Goma pour la réduction des niveaux de contamination au VIH, mettre fin à la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH, et à la réduction des décès liés au Sida dans la ville de Goma ainsi que partout en RDC.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Il est très important de rappeler que la MONUSCO, travaille également avec les institutions nationales, la société civile, les organisations non-gouvernementales, les associations des personnes vivant avec le VIH, le secteur privé, les confessions religieuses, et d'autres agences des Nations Unies, pour renforcer les ripostes nationales.

Elle plaide aussi en faveur d'une réponse adéquate au défi sans précédent que représente le Sida, en RDC et partout dans le monde.

La cérémonie officielle de signature était présidée par le maire adjoint, en présence du Chef de Section VIH/SIDA de la MONUSCO, ONUSIDA, le Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS), les orphelins du Sida, certaines Organisations internationales non-gouvernementales, les agences des Nations Unies, et la population de la ville de Goma.

### **Police MONUSCO :**

**Le 12 juin 2017, s'est poursuivi la formation pour la préparation à la présélection pour le SAAT (Selection Assistance Assessment Team) à l'école de police Jules Moke.**

Cette deuxième séance a constitué à l'étude de la situation 3 intitulée « Les violences basées sur le genre », laquelle ressort les tâches du personnel féminin dans les opérations de maintien de la paix.

A la suite de l'étude de cette situation 3, un examen de mise à niveau a été effectué pour évaluer le niveau de compréhension des candidats. 110 policiers tous grades confondus dont 10 femmes ont pris part à cette séance.

### **Activités de l'Equipe-pays**

**Points clés de l'intervention de la Représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Ann Encontre, à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés célébrée le 20 juin.**

Alors que nous nous préparons à célébrer la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin prochain, la question des réfugiés en République démocratique du Congo (RDC) demeure plus que jamais d'actualité.

En effet, la RDC continue d'enregistrer des arrivées de civils qui fuient la violence et cherchent refuge sur son sol. Par exemple, depuis la mi-mai, plus de 30 000 Centrafricains sont arrivés dans les provinces du Nord-Oubangi et Bas-Uélé. Ils s'ajoutent aux 103 000 réfugiés centrafricains déjà présents en RDC.

Plus de 77 000 réfugiés sud-soudanais vivent également sur le sol congolais, la majorité ayant traversé la frontière depuis mi-2016.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Et au cours des deux dernières années, le Congo a reçu plus de 38 000 réfugiés burundais. Vu ces développements, il n'y a aucun doute : Il y a beaucoup à faire pour accueillir les réfugiés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) fait de son mieux pour soutenir les structures de l'Etat et les communautés locales dans cette tâche.

Mais la situation n'est pas entièrement sombre et cette journée représente une opportunité pour transmettre quelques messages positifs :

Premièrement, les réfugiés sont très souvent des gens avec de fortes capacités. Si nous leur en donnons la possibilité, ils sont capables de contribuer à améliorer leur sort, et aussi influencer positivement la situation de la population hôte.

Pour cette raison, le HCR veut soutenir les réfugiés pour qu'ils ne soient plus confinés dans des camps et dépendant de l'aide humanitaire. Par exemple, le HCR soutient l'installation des réfugiés sud-soudanais dans des sites proches des communautés congolaises et cherche avec les autorités à soutenir leur autosuffisance.

Deuxièmement, les réfugiés ne sont pas une menace ! Parfois, dans le débat public, il y a une confusion entre les civils reconnus comme réfugiés et ceux qui ne peuvent pas être reconnus. Les réfugiés ne sont pas des combattants ; ils sont par définition des civils. Et la grande majorité est constituée des femmes et des enfants.

Je voudrais saluer l'hospitalité et l'engagement des communautés et des populations congolaises, qui, très souvent, font preuve d'une grande solidarité avec les réfugiés. La population hôte accueille les réfugiés chez elle dans plusieurs régions du pays. Les réfugiés arrivent généralement affamés, fatigués, démunis, et trouvent de la chaleur sur le sol congolais. Pour faciliter l'intégration des réfugiés avec la population locale, le HCR et ses partenaires privilégient une assistance qui profite aux réfugiés et à la population hôte. A titre d'exemple, nous avons construit et réhabilité des écoles qui sont fréquentées par les enfants réfugiés et congolais. Nous soutenons des centres de santé, qui accueillent des Congolais et des réfugiés. Avec l'assistance en cash, les marchés généralement tenus par les Congolais se développent pour répondre à la demande créée par l'arrivée des réfugiés.

Finalement, des solutions de long terme pour les réfugiés sont-elles possibles ? Vous vous rappelez certainement des réfugiés angolais, qui étaient en RDC pendant des décennies. Une grande partie d'entre eux est rentrée, d'autres ont pu rester et s'intégrer en RDC.

Actuellement, nous soutenons les solutions durables pour les réfugiés rwandais. Chaque semaine, nous organisons, à partir de Goma et Bukavu, le rapatriement volontaire des candidats présents aux centres de transit. Depuis le début de cette année, nous avons rapatrié 3 000 réfugiés rwandais. Depuis 2 000, 175 000 réfugiés rwandais sont rentrés avec notre appui. Nous espérons fermer définitivement le dossier des réfugiés rwandais à un moment donné : ceci grâce à un rapatriement volontaire et une éventuelle intégration locale pour ceux qui sont depuis longtemps en RDC et souvent mariés à des Congolais.

Il n'y a donc pas seulement des considérations négatives, mais aussi des perspectives positives pour avancer et trouver des solutions.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

### Visite du Directeur des Opérations d'OCHA en RDC

Le Directeur des Opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), M. John Ging, a clôturé samedi 10 juin 2017 une visite de trois jours en République démocratique du Congo durant laquelle il a échangé avec les autorités congolaises et les acteurs humanitaires sur la situation humanitaire particulièrement au Nord-Kivu, dans le Tanganyika et au Kasai Central.

A Kalemie, M. Ging, accompagné du chef de bureau OCHA en RDC, a visité un camp de personnes déplacées. A Kananga, la délégation s'est rendue dans la commune de Nganza où elle a entendu des témoignages d'hommes, femmes et enfants sur les violences de ces derniers mois et les besoins humanitaires à apporter.

Kalemie et ses environs ont été le théâtre de la violence causée par le conflit entre les communautés Twa et Luba et, depuis août 2016, Kananga est en proie à une grave crise humanitaire née des violences armées.

A ce jour, OCHA estime à 1,3 million le nombre de personnes déplacées dans la région des Kasai. La crise du Kasai pour laquelle le Coordonnateur humanitaire, Dr Mamadou Diallo a lancé un appel de fonds de 64,5 millions de dollars en avril dernier, a forcé de nombreuses agences onusiennes et des ONG à rediriger leurs moyens humains et financiers pour répondre aux besoins humanitaires.

### CPI : Début du témoignage de Bosco Ntaganda devant les juges

A partir de ce mercredi 14 juin 2017, à la demande de son avocat, Bosco Ntaganda témoigne devant les juges de la Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI) à la Haye aux Pays-Bas. Son témoignage devrait durer plusieurs semaines. Les audiences peuvent être suivies sur le site web de la CPI (<https://www.icc-cpi.int/?ln=fr>). Des résumés audiovisuels seront également produits et diffusés aux médias.

La présentation de la défense de M. Ntaganda a débuté ce lundi 29 mai 2017. Lors de cette audience, la défense a annoncé qu'elle appellerait 111 témoins en audience.

M. Ntaganda doit répondre de 13 chefs de crimes de guerre et de 5 chefs de crime contre l'humanité, crimes qui auraient été commis dans la province de l'Ituri entre 2002 et 2003.

### Célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants

La Journée mondiale contre le travail des enfants a été célébrée le 12 juin 2017. A cette occasion, l'Organisation internationale du Travail (OIT) attire l'attention sur le sort tragique des enfants confrontés à des conflits ou des catastrophes et qui se trouvent particulièrement exposés au risque de travail des enfants.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

En cas de conflit ou de catastrophe, les habitations, les écoles et les moyens de subsistance sont souvent détruits, et il arrive fréquemment que les structures familiales et les systèmes de protection sociale volent en éclats: le risque de travail des enfants – et de traite des personnes – augmente. Les enfants réfugiés et migrants, en particulier ceux qui sont «en mouvement» et se retrouvent séparés de leurs familles, sont particulièrement vulnérables.

Le sont également ceux qui ne partent pas – ou qui sont laissés pour compte alors qu'ils luttent pour leur survie, y compris en extrayant ou récupérant des métaux ou des minéraux dans les zones dévastées par la guerre, en déblayant des gravats ou en travaillant dans les rues. Certains sont enrôlés comme soldats pour faire des guerres d'adultes, sont exploités et maltraités comme espions, auxiliaires ou porteurs et sont souvent victimes d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements.

Nous ne pouvons ignorer cette triste réalité. Tous les enfants ont le droit d'être protégés du travail des enfants. Mais dans le monde entier, ils sont encore 168 millions contraints à travailler, dont 85 millions à effectuer des travaux dangereux.

Au titre de la cible 8.7 des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, tous les pays se sont engagés à éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025. Cela veut dire qu'aucun enfant ne doit être laissé pour compte – aussi difficiles et éprouvantes que soient les circonstances.

Face à la plus grande crise des réfugiés qui se soit produite depuis des décennies, la responsabilité et la solidarité partagées sont indispensables pour protéger les enfants du monde, leur assurer l'éducation nécessaire, leur redonner espoir et leur permettre d'entrevoir un avenir meilleur.

La convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, de l'OIT ont à ce jour été ratifiées respectivement par 169 et 180 Etats Membres de l'Organisation dont la République démocratique du Congo. Conjuguée à la ratification quasi universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, cette ratification envoie un message très clair au sujet de notre cause commune – et de nos normes communes qui protègent les droits fondamentaux des enfants.

Mais la ratification doit être étayée par l'action. En septembre 2016, l'OIT, avec ses partenaires, a lancé l'Alliance 8.7, un partenariat mondial visant à éliminer le travail des enfants, le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite des êtres humains dans l'optique de la réalisation de la cible 8.7 du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous poursuivons notre collaboration avec les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs et nos autres partenaires à l'appui de cet objectif.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Situation militaire

(Par le Capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC), a été jugée stable durant la semaine écoulée.

Dans les provinces du Kasai et du Kasai central, elle a été marquée par des activités négatives liées à l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu à Bena Kalombo, mais également, par une tendance à la désolidarisation des populations civiles des éléments de ce groupe armé.

Cette attitude, résulte notamment des efforts de la Force de la MONUSCO fournis au cours de ses campagnes de sensibilisation dans le but d'encourager la population à abandonner toute activité négative, mais aussi dissuader les violations des droits de l'homme dans cette partie du pays.

Les unités de la Force de la MONUSCO déployées dans cette région de la RDC, poursuivent toujours, en effet, leurs efforts visant à dissuader les violations des droits de l'homme, faciliter l'accès humanitaire et assurer la protection des populations civiles et vulnérables, et ce, conformément à son mandat.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les activités militaires, dans le but de mettre un terme à la résurgence des exactions perpétrées par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), rapportées dans les régions de Limay et de Nabeleni.

Par ailleurs, la présence des éléments de la LRA a également été confirmée dans les territoires d'Ango, de Dangu et de Faradje. Depuis le 28 mai 2017, la Force de la MONUSCO a enregistré trois attaques perpétrées par des éléments de la LRA sur l'axe Dangu-Faradje, au cours desquelles des pillages et kidnappings de civils ont été rapportés.

En réponse, les unités des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soutenues vigoureusement par la Force de la MONUSCO, mènent des activités proactives et traquent les insurgés de la LRA dans les régions concernées, afin de contrer leur activisme et de protéger les civils.

En Ituri, la Force de la MONUSCO a maintenu son soutien aux troupes de l'armée congolaise engagées dans la lutte contre les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs de nouvelles exactions contre les populations civiles dans les localités de Musana et de Gety, où des biens de valeur ont été pillés, et une femme grièvement blessée.

Le 7 juin 2017, le déploiement rapide des troupes d'intervention de la Force de la MONUSCO en soutien aux unités des FARDC dans la localité de Tshendabo, située à 15 kilomètres à l'Ouest de Bunia, a permis de repousser des miliciens réfractaires du FRPI.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

**Au Nord-Kivu**, la situation sécuritaire a été jugée volatile dans certains territoires, mais demeure généralement sous le contrôle des Forces de Défense et de Sécurité congolaise et onusienne.

**Dans le territoire de Beni**, les Forces de Défense et de Sécurité onusiennes maintiennent leur appui à celles de la RDC, dans le but de lutter contre la prolifération d'armes, et de traquer les forces négatives.

Le 6 juin 2017, des unités des FARDC et celles de la Police Nationale Congolaise (PNC) ont mené avec l'appui de la Police onusienne des opérations de bouclage et de ratissage dans le quartier Tamende à Beni, récupéré quatre (04) armes AK-47, et appréhendé cinq (05) éléments.

**Dans le territoire de Masisi**, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO poursuivent leurs activités contre les éléments du groupe armé "CNRD", dans le but de mettre un terme à leurs exactions, et de protéger les populations civiles.

Le 7 juin 2017, des troupes FARDC-MONUSCO déployées rapidement dans la localité de Kashuga, située à 20 kilomètres au Nord-ouest de Kitchanga, ont traqué et repoussé des éléments du "CNRD" ayant fait incursion dans la région, dans le but de piller des biens de valeur.

**Dans le territoire de Rutshuru**, la Force de la MONUSCO continue de déployer ses unités dans les régions touchées par l'activisme des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura, dans le but d'y mettre un terme, et de protéger les populations civiles.

Des troupes d'intervention rapide de la Force de la MONUSCO ont été promptement projetées dans la localité de Kisheshe, située à 29 kilomètres au Sud-ouest de Rwindi, dans le but d'interdire les activités négatives des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura, d'évaluer la situation sécuritaire perturbée par leur activisme, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Par ailleurs, le 8 juin 2017, des représentants de la société civile ont exprimé leur gratitude à la Force de la MONUSCO pour les efforts fournis dans le cadre des opérations menées avec les FARDC depuis le 31 mai 2017 dans les localités situées au Sud du lac Edward, ayant permis de contrôler les positions des éléments du groupe Mayi-Mayi, et la reprise des activités de pêche sur le lac.

Au chapitre des redditions dans la province, durant la semaine écoulée, dix (10) éléments de différents groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **cinq (05) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), trois (03) du groupe Mayi-Mayi Nyatura et deux (02) de divers groupes armés Mayi-Mayi.**

**Au Sud-Kivu**, les Forces congolaise et onusienne maintiennent sous leur contrôle la situation sécuritaire dans cette province, en dépit de l'activisme de certains groupes armés rapportés dans les localités de Kalinga et de Kalehe.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions dans cette province, le 9 juin 2017, un (01) élément des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) s'est rendu aux troupes de la Force de la MONUSCO déployées dans la localité de Minova.

**Au Tanganyika**, la situation sécuritaire a été rapportée volatile du fait de l'activisme des miliciens Twa.

Elle a cependant été marquée par le retour de trois cents (300) ménages Twa, dans les localités de Kazana et de Lwaba.

Et ce, suite aux efforts fournis par les instances de la RDC et de la MONUSCO, mais également, par le dialogue organisé entre les ethnies Luba et Twa à Mukomena, dans le territoire de Nyunzu, où les deux communautés ont accepté de rejoindre le processus de paix, et de promouvoir la cohabitation pacifique.

**Enfin**, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

--

**MESSAGE PUBLIÉ 100 JOURS AVANT LA JOURNÉE INTERNATIONALE  
DE LA PAIX  
LE 13 JUIN 2017**

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général, en janvier dernier, ma toute première initiative a été de lancer un appel en faveur de la paix, d'exhorter les citoyens, les gouvernements et les dirigeants du monde entier à faire de la paix la première de leurs priorités.

La Journée internationale de la paix, célébrée chaque année le 21 septembre, incarne notre aspiration commune à mettre fin aux souffrances inutiles causées par les conflits armés. Elle se veut l'occasion, pour les peuples du monde, d'honorer les liens qui les unissent, quelles que soient leurs origines. Chaque 21 septembre, l'ONU appelle à un cessez-le-feu mondial de 24 heures, dans l'espoir qu'un jour de paix soit suivi d'un deuxième, puis d'un troisième, et qu'à terme, les canons se taisent pour de bon.

Pour autant, installer la paix ne signifie pas seulement déposer les armes. Pour réellement instaurer la paix, il faut créer du lien, combattre la discrimination et défendre les droits fondamentaux de chacune et de chacun.

C'est pourquoi cette année la Journée internationale de la paix aura pour thème « Ensemble pour la paix – respect, sécurité et dignité pour tous », et accordera une place particulièrement importante au sort des réfugiés et des migrants du monde entier. En tant que communauté internationale, notre devoir est de faire en sorte que toute personne contrainte de fuir son foyer reçoive la protection à laquelle elle a droit en vertu du droit international. En tant qu'humains, notre devoir est de remplacer la peur par la bienveillance.

Au cours des 100 prochains jours, souvenons-nous que des millions de membres vulnérables de nos sociétés, dont beaucoup ont tout perdu, ont besoin de notre aide et de notre compréhension. Réfléchissons ensemble à ce que nous pouvons faire pour les aider. Embrassons le fait qu'ils renforcent et enrichissent de mille manières leur pays et leur communauté d'accueil. Enfin, redoublons d'efforts dans notre lutte contre les causes profondes des conflits, progressons dans la réalisation des objectifs de développement durable et mettons, davantage encore, l'accent sur la prévention de la violence.

En ouvrant nos cœurs, en unissant nos efforts et en tendant la main aux réfugiés et aux migrants, nous progresserons sur le chemin de la paix, de la prospérité et de la sécurité pour tous.